

RELATIONS PRESSE

01 55 82 82 73 / presse@cgt.fr / www.cgt.fr

COMMUNIQUÉ de PRESSE



UNE RÉUNION : POUR QUOI FAIRE ?

À l'issue du Grand débat, le président de la République s'est adressé aux Français pour affirmer qu'il maintenait le cap de sa politique. Il a chargé le Premier Ministre de mettre en œuvre ses décisions dans un délai rapide. C'est dans ce contexte que se tient, ce jour, une réunion à Matignon avec des élus, des syndicats et des associations (dont on ne connaît pas précisément le détail) et avec comme seul ordre du jour : le cadre de la mobilisation nationale et territoriale pour l'emploi et les transitions.

Le président de la République souhaite « associer » les syndicats, pour ce qui nous concerne, à la mise en œuvre de ces décisions. De manière épisodique il se souvient qu'il existe des syndicats dans ce pays et qu'il serait bon de les réunir. C'est ce qu'il avait déjà fait le 10 décembre dernier en pleine mobilisation des « gilets jaunes » avec le résultat que tout le monde connaît.

Les propositions de la CGT ne manquent pas sur les questions essentielles que sont l'urgence sociale, fiscale, démocratique et environnementale.

Qui peut croire que par la voix du Premier Ministre, l'exécutif va enfin prendre en compte les revendications qui s'expriment depuis des mois dans le pays, dans les mobilisations comme par exemple :

- la revalorisation du Smic, des pensions et des minima sociaux ;
- changer le travail pour travailler moins, mieux et tous ;
- une politique de l'emploi s'appuyant sur la reconnaissance des qualifications et des savoir-faire ;
- une retraite par répartition par annuité avec un âge de départ à 60 ans à 75% du dernier salaire (avec un minimum vieillesse de 1200 euros) ;
- le rétablissement de l'ISF et la suppression de la TVA pour les produits de première nécessité ;
- le maintien et le développement des services publics de proximité dotés de personnels à statut.

Alors qu'il y a urgence climatique, réduire cette question aux seuls gestes du quotidien consiste une nouvelle fois à culpabiliser uniquement les citoyens en ménageant, par exemple, les industriels.

À quand le rétablissement de l'écotaxe sur les transports routiers et la relance du fret pour les marchandises comme le maintien des petites lignes et des gares de proximité pour les voyageurs ?

À quand une politique de réindustrialisation locale favorisant les circuits-courts et la création d'emplois ?

La CGT a transmis au gouvernement ses 19 propositions urgentes pour répondre aux besoins de la population et du pays. **Elle ne participera donc pas à cette nouvelle réunion, ce matin, dont les objectifs sont loin de correspondre au mécontentement et à la colère du monde du travail et de ceux qui en sont exclus.**

Elle appelle à poursuivre et à amplifier les mobilisations dès le 9 mai prochain.

Montreuil, le 6 mai 2019